

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°205 du vendredi 11 novembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 14.
- **Activités du gouvernement.** P.7.

ACTU RÉGION

Crise socio-politique à Zogoré :

Les sages s'engagent pour sa résolution

P.3

Région du Nord



Le comité des sages de Zogoré.

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Journées portes ouvertes ENSI-F/FADA

Région de l'Est

La formation en ingénierie : opportunités pour le stagiaire dans l'entreprise, c'est sous ce thème que l'école nationale supérieure d'ingénieurs de Fada (ENSI-F) à organisé du 04 au 06 novembre ses premières journées portes ouvertes. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre de l'Enseignements Supérieurs, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, le Pr Filiga Michel SAWADOGO ce 04 novembre 2016 à Fada N'Gourma.

Pendant trois jours, ses journées portes ouvertes de l'ENSI-F, permettront au grand public, aux étudiants et aux acteurs du secteur minier et du BTP de connaître d'avantage cette école. Faire de cette école, un pôle régional d'excellence, telle est la vision du gouvernement dit le ministre SAWADOGO à la cérémonie d'ouverture. Dans son discours, le ministre Filiga a promis aux étudiants et au premier responsable de cette institution l'autonomisation de l'ENSI-f dans les tous prochains jours et que cette autonomisation permettra aux étudiants de pourvoir faire face aux exigences actuelles de l'emploi au Burkina Faso.

Après la cérémonie d'ouverture, le ministre et sa délégation ont pu constater le savoir-faire des étudiants et toucher du doigt les réalités auxquelles est confrontée cette école. Une visite des stands d'exposition du matériel didactique à

la place des martyrs de Fada s'en ait suivie.

« Je reste convaincu qu'avec ce matériel de dernière génération, les étudiants sont bien formés » dit le ministre en charge de l'enseignement supérieur Filiga Michel SAWADOGO.

Mettant à profit son séjour à Fada

avec une nouvelle entreprise qui a commencé les travaux il y a de cela un mois. Nous pouvons affirmer que nous avons reçu de l'Etat les moyens financiers nécessaires pour être dans les délais. Nous allons couler les dernières planches en décembre » a promis Amadou KABORE de AGM développent maîtrise d'ouvrage



Chantier de l'université de Fada.

N'Gourma, le ministre Filiga est allé constater l'état d'avancement des travaux de construction de l'université. Un joyau qui devait être réceptionné depuis longtemps mais qui est toujours en chantier compte tenu de certaines difficultés.

Je promets que nous livreront l'ouvrage dans les délais

« La première entreprise qui avait en charge la construction de phase I a été défailante et il a fallu résilier son contrat. Maintenant nous sommes à la seconde phase

délégué des travaux.

Ouverte en 2010, l'école nationale supérieure d'ingénieur de Fada dispose de deux filières de formation que sont le génie minier et le génie civile. Elle a formé depuis sa création plus d'un millier d'étudiants dont six cents sont déjà sur le terrain de l'emploi avec en leur possession la licence ou le master.

Issaka Souleymane DIALLO SC Info



Crise socio-politique à Zogoré : Les sages s'engagent pour sa résolution

Région du Nord



Le conseil des sages de Zogoré est engagé pour venir à bout de cette crise.

Zogoré est l'une des communes toujours placée sous délégation spéciale. En rappel, des troubles ont empêché la procédure de dépôt des listes de candidature devant aboutir au choix d'une équipe dirigeante à la tête de l'administration communale. Malgré les interventions des

forces de sécurité, les verdicts du jugement rendu, certaines candidatures n'ont pas été enregistrées. Cela a conduit les plus hautes autorités du pays à organiser les élections communales sans Zogoré et deux autres localités qui étaient dans la même situation.

Pour sortir la commune sous délégation spéciale, le chef de Canton a initié des rencontres préliminaires dans le mois d'octobre 2016 afin d'appeler les fils et filles de la commune à accorder les violons dans l'attente de probables d'élection.

Un comité de sage composé de chefs coutumiers, de religieux, de notables avaient la lourde charge de mener

La suite à la page 4.



ACTU RÉGION

La suite de la page 3.



Le chef de canton de Zogoré

les tractations. Ils ont respectivement rencontré les différentes délégations de partis politiques actifs à Zogoré. Deux rencontres s'étaient tenues au sein du palais royal de Zogoré avec des représentants de partis politiques et ce par bloc.

Ce samedi 5 Novembre 2016, le comité de sage convoquait les différents bords politiques, la population au sein de maison des jeunes pour présenter ce que leur mission a produit. Dans la salle, on pouvait apercevoir des chefs coutumiers et religieux, des femmes, des jeunes. Le premier à prendre la parole fut le chef, Sa majesté Naba Guigma de Zogoré. Il a remercié tous ceux qui malgré leurs occupations respectives sont venus à cette rencontre traduisant leurs désirs de voir unifier tout le village de Zogoré. Le catéchiste Martin, membre du comité a présenté l'ordre du jour qui portait sur les points:

- La réconciliation

- Les divers

Il a retracé le parcours mené, les différentes rencontres réalisées avec les uns et les autres depuis la genèse de l'idée de réconciliation. Tour à tour, plusieurs personnes ont pris la parole successivement dont le porte-parole des notables, le représentant des jeunes, des comités villageois de développement, la représentante



Le catéchiste Martin du comité de sage.

des femmes, le représentant du balai citoyen, l'ambassadeur de la paix, en la personne de Lebeyiri Sawadogo de Savan FM de Gourcy.

Le catéchiste Martin a prononcé le mot de clôture avec la promesse d'une assemblée générale qui réunira tous les villages de la commune pour réconcilier tous les fils et les filles.



La représentante des femmes.

Au cours des allocutions, il est ressorti que certaines personnes ont refusé de venir à la rencontre. Ils l'ont fait savoir à travers une note remise au comité dont le papier a été présenté à l'assistance et non son contenu.

À l'issue de la rencontre, un des abonnés absents, Mr Tinto



Le représentant du balai citoyen de Zogoré.

Abdou joint au téléphone a expliqué pourquoi certaines personnes et lui ne sont pas venus. Il a fait savoir qu'à la dernière rencontre, il a demandé au comité de régler certains points avant une réconciliation finale. Mais depuis la rencontre du 15 octobre 2016, il n'a pas été approché ou informé de la résolution d'aucun point. Aussi, il a ajouté que des personnes dans le comité disaient que le problème est MPP (Mouvement du Peuple et du Progrès). Mais aucun comité à Zogoré ne peut résoudre un problème d'un parti politique. Les partis sont structurés et sont capables de régler leurs crises s'il en existait.

Il est souvent dit que tout près n'est jamais loin. Zogoré est près de la réconciliation pour enterrer la hache de guerre mais que chacun mette un peu d'eau dans son vin avec un traitement minutieux des points divergents pour ne plus faire vivre la commune de troubles. Un proverbe mooré dit: «si on envoie une personne âgée chercher du feu, il ne doit pas ramener de fumée». Avec ce comité de sage, chacun nourrit l'espoir de la résolution de cette crise qui n'a de conséquences que de juguler le développement de la commune de Zogoré.

Omar Clément OUEDRAOGO pour SC
Info



Formation des COGES bourses Fonds Enfant de Kompienga et de Pama

Région de l'Est



Les formateurs.

Outiller les membres du comité de gestion pour une meilleure gestion de l'activité bourses de Fonds Enfants, c'est l'objectif du projet Fonds de lutte contre la traite et les autres pires formes de travail des enfants. Il a organisé ce 03 novembre 2016 à Kompienga et à Pama une session de formation au profit des COGES. Pendant une journée, ils ont passé en revue les conditions d'octroi desdites bourses et leurs rôles. Cette formation a été assurée par Mme OUEDRAOGO/ SARAMBE Elisabeth chargée de projet à Fonds Enfant.

Comprendre les divers rôles joués par les acteurs de la gestion des bourses de Fonds Enfant, inculquer aux participants de comprendre la motivation des bailleurs de fonds, maîtriser le processus de gestion des fonds, ce sont, là quelques objectifs poursuivis par cette formation. Une formation qui était attendue par les participants.

Impliquer tous les acteurs pour la prise en charge des orphelins et autres enfants vulnérables(OEV).

« Je trouve que cette formation a été utile parce qu'elle nous a permis de connaître les attributions de chaque membre et aussi impliquer tous les

acteurs dans la prise en charges des OEV» a déclaré Bernadin LOMPO éducateur social à la mairie de Kompienga .

A cette formation étaient présents quelques élèves bénéficiaires qui ont témoigné que outre de payer leurs frais de scolarité, cette bourse leur a permis de créer des activités génératrices de revenus comme nous a confié Adama KONDJA bénéficiaire de Kompienga. Sur le terrain, la mise en œuvre de ces bourses rencontre des difficultés notamment le retard dans le décaissement des fonds dès la rentrée.

Il ne suffit pas d'assurer les trois repas quotidien à un enfant pour

La suite à la page 6.



Suite de la page 5

obtenir un bon rendement, il faut du suivi.

« Dans les classes, les élèves bénéficiaires ne se distinguent pas des autres dans leur travail. C'est vrai que c'est des enfants vulnérables qui disposent d'un fonds mais on ne dispose pas d'un suivi approfondie pour voir réellement si ces fonds profitent à l'enfant. Il ne s'agit pas seulement de payer la scolarité de l'enfant, il ne s'agit pas non plus de fournir les trois repas quotidien à l'enfant pour obtenir un bon rendement ; il faut un suivi » a dit Richard KABORE proviseur du lycée départemental de Komienga.

Pour cette année scolaire 2016-2017, le projet Fonds Enfant dans sa phase quatre a octroyé cent bourses d'études d'une valeur de soixante mille francs CFA chacune dans les communes de Komienga et de Pama.



Les participants à la formation.

Issaka Souleymane DIALLO pour SC Info

BON A SAVOIR

Dans nos grandes villes, les heures de départ au service, à l'école ou pour toute autre activité communément appelées heures de pointe occasionnent la densité de la circulation routière. Cet état de fait engendre des désagréments tels des embouteillages et des risques d'accident.

Des infractions à quelques règles communes aux usagers des cycles et véhicules à moteur sont à éviter pour la fluidité de la circulation :

- 1- rouler de front à deux (02) conducteurs ou plus.
- 2- transporter plus d'un passager pour les cycles, les cyclomoteurs et les vélomoteurs.
- 3- transporter un enfant de moins de cinq (05) ans sans disposition spéciale pour les cycles, les cyclomoteurs et les vélomoteurs.
- 4- circuler sans freins avant et arrière en bon état de marche.
- 5- faire des acrobaties sur la voie publique.
- 6- faire un usage manuel du téléphone mobile ou de tout appareil pendant la conduite.
- 7- ne pas rouler sur les pistes ou bandes cyclables, lorsqu'elles existent.
- 8- ne pas respecter les signaux des agents régulant la circulation.

La Police Nationale, une force publique au service des citoyens



Point sur les mandatements de l'année 2016 au MENA

Région du Centre



Le point du MENA sur la situation des mandats.

Suite aux différentes interpellations dans la Presse et les réseaux sociaux, le Ministère de l'Éducation nationale et de l'Éducation tient par la présente à faire le point sur la situation des mandats en cette année 2016

Pour les sortants ENEP de 2016, sur 2690 sortants, 2590 ont été mandatés soit un taux 96%. Les 100 dossiers restants sont en cours de mandatement pour fin novembre ;
-Pour les 3000 IAC recrutés sur mesures nouvelles 2016, 2839 ont déposé leur dossier d'intégration et 2778 agents ont été mandatés soit un taux de 97%. Sur les 61 dossiers restants, 53 sont en cours de mandatement pour fin novembre et 8 ont été rejetés pour des erreurs dans les dossiers.

-Pour les 900 professeurs des Lycées et Collèges recrutés sur mesures nouvelles 2015, 806 ont été mandatés soit un taux de 89%. Sur les 94 dossiers restants, 92 sont en cours de mandatement pour fin novembre et 2 dossiers comportent des erreurs. Au total, 6174 agents ont été tous mandatés dès le mois de septembre 2016.

En ce qui concerne, le dernier groupe d'enseignants en attente de mandatement, il s'agit de 2148 professeurs titulaires de CAPES dont 285 sortis de l'IDS et 1863 de l'ENS-UK. Leurs dossiers d'intégration n'ont été reçus au niveau des écoles de formation qu'en août. Elles ont été par la suite transmises à la Direction des Ressources Humaines (DRH) en septembre 2016. Le Ministère en charge de la fonction

publique en collaboration avec la DRH MENA a travaillé à faire signer les arrêtés d'intégration en octobre 2016 et les mandatements sont attendus en fin novembre 2016.

Par ailleurs, il faut préciser qu'en dépit des problèmes de réseau de connexion inhérents à tous les ministères et du nombre pléthorique d'agents à gérer (environ 91000 à l'heure actuelle), c'est l'une des rares fois qu'une DRH du MENA ait pu traiter avec autant de célérité et de diligence des dossiers d'intégration.

Tout en étant conscient des efforts à fournir pour traiter efficacement les dossiers, le Ministère de l'Éducation nationale en appelle à la compréhension de tous les acteurs.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Visite du Ministre de la Santé au CHU Yalgago et au CMA du 30: Le ministre de la santé au chevet des malades de la Dengue

Région du Centre

Dans la soirée du lundi 7 novembre 2016, à Ouagadougou, le ministre de la Santé, le Dr Smaïla Ouédraogo a effectué une visite au Centre hospitalier universitaire

Yalgado Ouédraogo et au CMA du 30.

Lors de cette sortie de terrain, Il s'est agi pour le ministre de la Santé de s'enquérir des conditions de travail

des encourager le personnel soignant, mais aussi d'apporter sa compassion aux nombreux malades hospitalisés surtout ceux victimes de la Dengue.



Le ministre de la santé rend visite aux malades de la Dengue.



Chronique du gouvernement

Participation du Burkina à la COP22 à Marrakech : Défendre ses positions en matière de changements climatiques

La 22ème conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 22), a débuté le lundi 07 novembre 2016 à Marrakech au Maroc, sous le thème « l'atténuation aux effets du changement climatique et l'innovation en matière d'adaptation ». La Conférence de Marrakech qui s'inscrit dans la continuité des sommets mondiaux organisés par l'Organisation des Nations unies à la suite de l'adoption du Protocole de Kyoto en 1997 devrait permettre de préciser les modalités et les procédures d'opérationnalisation de l'accord de Paris, d'où elle est placée sous le sceau de « la conférence de l'action et de la mise en œuvre par les présidents de la COP21 et de la COP22 ».

La participation du Burkina Faso à la conférence de Marrakech Le Burkina Faso qui fait partie des pays les moins avancés (PMA) et particulièrement vulnérable aux effets néfastes des changements climatiques, participe à la COP 22 avec l'ambition de défendre ses positions lors des négociations. Notre pays dispose pour ce faire, d'un certain nombre d'outils élaborés au niveau national et sur lesquels il peut s'appuyer. Il



s'agit entre autres du Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNA), du document cadre des mesures d'atténuation appropriées au niveau national (NAMA), de la stratégie nationale d'apprentissage sur les changements climatiques (SNACC), et de la Contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN). La délégation burkinabè, forte d'une centaine de personnes provenant de divers horizons (public, privé, société civile) sera visible à Marrakech à travers ses participations au segment des chefs d'Etat avec la déclaration de Son Excellence Monsieur le Président du Faso le 15 novembre 2016 et au segment de la Conférence des ministres africains de l'environnement. Elle participera également à l'animation d'événements parallèles et à des panels de partages au cours desquels il est prévu des

interventions des ministres en charge de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Eau, des Ressources animales, et des Transports.

Autres activités majeures au programme de la délégation, la co-animation d'une formation des négociateurs juniors des PMA, l'organisation d'une Journée du Burkina Faso ce 9 novembre 2016 avec des communications et expositions, et l'animation d'une conférence sur les actions d'atténuation le 15 novembre 2016. Cette conférence offre des opportunités de rencontres bilatérales et de ce fait permettra à la délégation de notre pays de tisser des relations de partenariat. Elle sert également de cadre de renforcement de la coopération bilatérale et multilatérale. C'est, du reste, à ce titre qu'une

La suite à la page 10.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.



invitation a été adressée par son Altesse le Roi du Maroc aux chefs d'Etat et de gouvernement du continent pour la rencontre de haut niveau prévue le 15 novembre 2016. Déjà, l'équipe des négociateurs du Burkina Faso, présente en terre marocaine en attendant l'arrivée de nos autorités, veille à s'assurer que des ressources importantes sont fournies par les Fonds établis au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto pour répondre aux besoins et priorités de leur mise en œuvre. Elle veille également à l'identification des contraintes nationales en vue du renforcement des capacités pour être en mesure de développer les propositions de financement des projets et programmes, et à la mise en place et renforcement des entités nationales pour permettre un accès

direct au financement, pour la mise en œuvre, à travers la satisfaction des critères d'accréditation nécessaires.

Les efforts du Burkina en matière de gouvernance environnementale. Au sortir de la COP 22 la gouvernance environnementale mondiale connaîtra sans doute une mutation. Et c'est conscient de cela que le gouvernement burkinabè a déjà initié plusieurs réformes. Il s'agit notamment de l'intégration du terme « changement climatique » dans la dénomination de plusieurs institutions, la création d'une Direction générale de l'économie verte et du changement climatique, la création d'un Comité national sur les changements climatiques (CNACC), et la prise en compte de la dimension changement climatique dans le

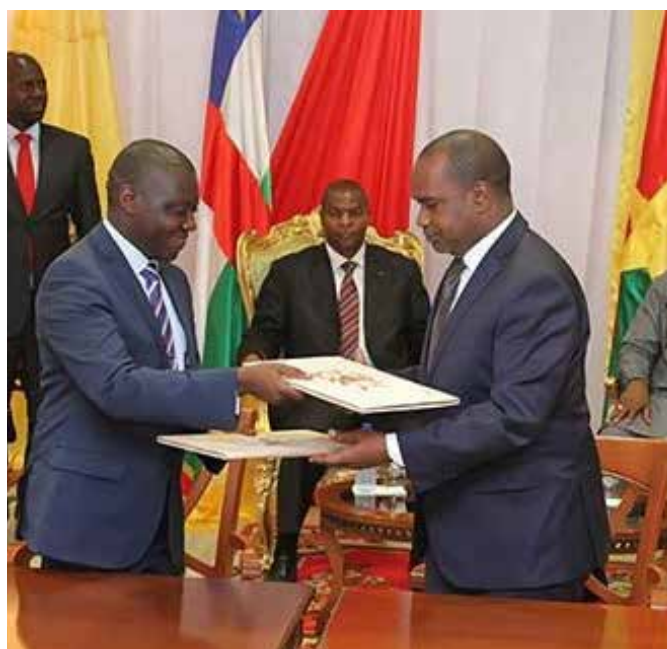
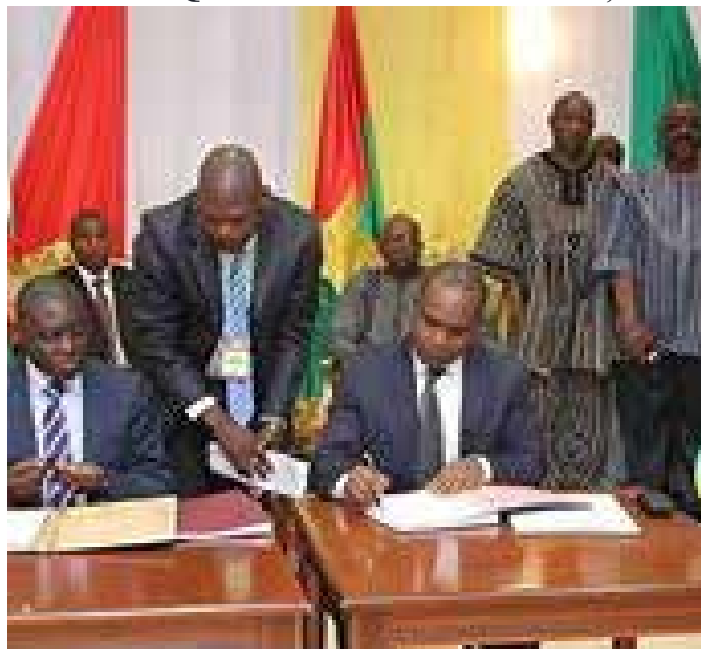
Plan national de développement économique et social (PNDES). Autant dire que le Burkina Faso aborde la COP 22 avec plusieurs attentes. Toutefois l'objectivité impose que la mise en œuvre de l'Accord de Paris soit étalée dans le temps et que Marrakech soit une étape importante dans la construction d'un monde nouveau. Marrakech qui accueillera également la première conférence des Parties servant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA1). En rappel, l'Accord de Paris est, en principe, entré précocement en vigueur le 04 novembre 2016, et les négociations à Marrakech devraient permettre de préciser les modalités et procédures d'opérationnalisation de cet accord. Un autre point de négociation important sera de faire progresser l'agenda avant 2020 pour le relèvement de l'ambition, notamment en ravivant l'intérêt en faveur de la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto concomitamment avec la ratification de l'accord de Paris. La COP est l'organe suprême de la Conférence des convention-cadre des Nations unies sur les Changements climatiques (CCNUCC). D'où l'intérêt d'y être pour porter son message, montrer son adhésion à l'effort mondial de lutte contre le changement climatique, et contribuer à la prise de décision sur le dispositif qui régira l'ensemble du système climatique pour encore plusieurs décennies, donc à la construction de la société de demain, à travers un nouveau type de développement sobre en carbone.

Ministère l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique



COMMUNIQUE CONJOINT

DE LA VISITE D'AMITIE ET DE TRAVAIL EFFECTUEE PAR SON EXCELLENCE
LE PROFESSEUR FAUSTIN-ARCHANGE TOUADERA, PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, AU BURKINA FASO



Renforcement de la coopération entre les deux pays.

Ouagadougou, le 08 novembre 2016

1. A l'invitation de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des Ministres, Son Excellence le Professeur Faustin-Archange TOUADERA, Président de la République, Chef de l'Etat Centrafricain, accompagné d'une importante délégation, a effectué une visite d'amitié et de travail au Burkina Faso, le 08 novembre 2016.

2. Cette visite qui vise à consolider les liens très étroits et les excellentes relations d'amitié et de coopération qui existent entre les deux pays, s'inscrit dans le cadre des relations historiques et fraternelles entre la République Centrafricaine et le Burkina Faso et matérialise la ferme volonté des Présidents Centrafricain, Son Excellence le Professeur Faustin-Archange TOUADERA et burkinabè, Son Excellence Monsieur Roch

Marc Christian KABORE, d'œuvrer davantage au renforcement des liens privilégiés de fraternité et de solidarité qui lient depuis toujours les deux pays.

3. A cette occasion, les deux Chefs d'Etat se sont mutuellement informés de la situation socio-politique de leurs pays respectifs. Ils ont par ailleurs, dans une ambiance fraternelle et un climat de parfaite compréhension, discuté des questions de coopération bilatérale entre la République Centrafricaine et le Burkina Faso. Enfin, ils ont échangé sur des questions relatives à l'actualité en Afrique et dans le reste du monde.

4. Evoquant la situation intérieure de leurs pays, les deux Chefs d'Etat ont présenté l'évolution du processus post électoral dans l'un et l'autre de leurs deux pays.

5. Abordant la coopération bilatérale, les deux Chefs d'Etat se sont félicités de l'excellence des liens séculaires d'amitié et de fraternité qui existent entre les Peuples Centrafricain et Burkinabè et ont marqué leur volonté commune d'œuvrer à leur dynamisation dans l'intérêt mutuel de leurs peuples.

A ce sujet, le Président Faustin-Archange TOUADERA et le Président Roch Marc Christian KABORE ont matérialisé cette volonté par la signature de l'Accord-cadre de coopération entre les deux pays qui définit les domaines de coopération.

A cet égard, les deux Chefs d'Etat ont convenu de la tenue dans les délais les meilleurs, de la première session de la Commission Mixte de Coopération entre les deux pays.

Dans cette dynamique, les deux Chefs d'Etat ont réaffirmé leur engagement à œuvrer au renforcement de la

La suite à la page 12.



COMMUNIQUE

La suite de la page 11.

coopération dans ces domaines.

6. S'agissant de la situation des ressortissants centrafricains et burkinabè résidant sur le territoire de l'un et l'autre Etat, les deux Présidents se sont également félicités des mesures d'hospitalité et de sécurité dont ils jouissent.

7. Par ailleurs, les deux Chefs d'Etat ont fait un tour d'horizon des grands sujets d'actualité africaine et internationale, en particulier les questions de développement, de sécurité et de lutte contre le terrorisme.

Evoquant les récents développements en matière de lutte contre le terrorisme dans leurs sous-régions, les deux Chefs d'Etat ont réitéré l'engagement de leurs Gouvernements respectifs à lutter davantage contre le terrorisme par la mutualisation des moyens et le partage d'informations. En outre, ils se sont réjouis de leur convergence de vues sur ces différents sujets.

Les deux Chefs d'Etat ont exprimé leurs préoccupations face à la recrudescence des foyers de tensions à travers le continent, l'instabilité continue des prix des matières premières ainsi que les effets pervers de la crise financière internationale sur leurs économies. A cet effet, ils se sont engagés à agir ensemble en vue d'y apporter des solutions.

8. Concernant la situation dans les sous-régions en Afrique de

l'ouest et en Afrique centrale, les deux Chefs d'Etat ont réaffirmé leur attachement à la coopération et à l'intégration régionale.

9. Ils ont souligné l'impérieuse nécessité d'œuvrer sans relâche à la préservation et à la consolidation de la paix, de la liberté, de la démocratie et de la sécurité dans leurs pays et en Afrique.

10. Les deux Chefs d'Etat se sont réjouis des avancées significatives enregistrées par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) dans le domaine de l'intégration régionale, de la sauvegarde de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans leurs sous-régions respectives.

11. A ce titre, leurs Excellences, le Professeur Faustin-Archange TOUADERA et Monsieur Roch Marc Christian KABORE, ont réitéré l'attachement de leurs pays aux idéaux de l'Union Africaine et des Nations Unies. Dans ce sens, ils ont décidé d'intensifier les concertations entre leurs pays au sein des instances internationales en vue d'harmoniser davantage leurs vues sur les questions régionales et internationales.

Au terme de son séjour, Son Excellence le Professeur Faustin-Archange TOUADERA a exprimé toute sa gratitude et ses vifs remerciements

à son Homologue, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, au Gouvernement et au peuple frère du Burkina Faso pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité qui lui ont été réservés, ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne.

12. Enfin, Son Excellence le Professeur Faustin-Archange TOUADERA, Président de la République Centrafricaine, a invité Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso à effectuer une visite officielle en République Centrafricaine.

13. Le Président Roch Marc Christian KABORE a accepté cette invitation dont la date sera fixée ultérieurement par voie diplomatique.

Fait à Ouagadougou, le 08 novembre 2016

Pour le Gouvernement du Burkina Faso

Alpha BARRY
Ministre des Affaires Etrangères,
de la Coopération et des Burkinabè
de l'Extérieur

Pour le Gouvernement de la République Centrafricaine

Charles Armel DOUBANE
Ministre des Affaires Etrangères,
de l'Intégration Africaine et des
Centrafricains de l'Etranger

INFO PRESSE

Le conseil hebdomadaire des ministres du Burkina Faso se tiendra, le vendredi 11 novembre 2016.

Bonne réception !

Le Service d'information du gouvernement



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



 **Avis de recrutement**

Poste : UN CHARGÉ DE SUPPORT POUR UNE SOLUTION DE GMAO

Type d'offre : Emploi

Métier(s): Informatique de Gestion, Informatique

Niveau(x): BAC+4, BAC+5

Expérience: 2 ans

Lieu: ABIDJAN MARCORY ZONE 4

Date de publication: 18/10/2016

Date limite: 31/12/2016

**ASCENS SERVICES
R E C R U T E
UN CHARGÉ DE SUPPORT
POUR UNE SOLUTION DE
GMAO**

Description du poste

Sous la conduite du responsable des opérations GMAO, vous intervenez auprès des utilisateurs des filiales de nos clients pour les assister dans l'utilisation de notre applicatif MAXIMO. Vos principales attributions :

- Assister les utilisateurs dans le traitement des problèmes qu'ils rencontrent au cours de l'utilisation de leur applicatif.
- Par votre approche pédagogique, vous assurez un support de qualité, notamment en expliquant à vos interlocuteurs l'origine de leur problème, et la bonne pratique correspondante.
- Vous respectez les SLA fixés par le client, et en assurez le suivi avec votre responsable.

Profil du poste

- De formation supérieure Bac+4/5, vous justifiez d'au moins deux ans d'expérience professionnelle idéalement dans un poste similaire ou dans le métier de la GMAO. Une connaissance des processus ITIL est un plus.
- Vous avez des connaissances avancées sur les métiers de la GMAO. Des connaissances

de la logistique, du transport, des activités portuaires sont également appréciées.

- Vous évoluerez dans un contexte international : la maîtrise de l'anglais, écrite et orale, est indispensable.
- Doté(e) d'une bonne aisance relationnelle, vous disposez d'une faculté à analyser et diagnostiquer avec concentration, rapidité et rigueur, les problèmes complexes auxquels vous êtes confronté(e). Créatif et autonome dans l'action, vous alliez implication et ténacité.

Dossiers de candidature

Les candidats doivent adresser un CV avec photo, une lettre de motivation et leur prétention salariale, à l'adresse suivante : recrutement@ascens-services.com en précisant impérativement dans l'objet du mail la référence : MAX/CDS/2016/10

AGENDA



SENEGAL

Du 07 au 15 novembre 2016

18ème Concours d'Agrégation de Médecine



 **Avis de recrutement**

Poste : Un coordonnateur de la sécurité et des moyens de subsistance alimentaire - Kurdistan irakien

Description

La position :

Travaillant sous la direction du Pays Directeur adjoint de la mission KRI, la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance (FLS) Chef du Département est une position clé pour soutenir techniquement les gestionnaires de projets de FLS dans la mise en œuvre de leurs activités et de garantir la qualité, la pertinence et mise à l'échelle de la stratégie de FLS et d'intervention, conformément à l'ACF et les normes internationales et les politiques nationales.

Plus précisément, les principales responsabilités seront les suivantes:

Contribuer à la définition de la stratégie de pays, ainsi que la stratégie et le positionnement du département technique FSL

Comprendre la FSL situation humanitaire en ce qui concerne, le contexte d'intervention et d'analyser la situation humanitaire FSL

Prendre en charge la production et la qualité du document de stratégie sectorielle de la mission en conformité avec ACF cadres nationaux et internationaux

Surveiller la mise en œuvre de la stratégie de la mission FLS, sa révision et sa rentabilité

Contribuer aux stratégies techniques et opérationnelles

plaidoyer de la mission, la région et le siège

Coordonner l'identification des besoins et la formulation de propositions de projets

Prendre en charge la formulation, le financement et la mise en œuvre de l'étude des projets de FLS

Participer à des visites par les organismes de financement à chaque fois que la demande du Directeur Pays ou le coordonnateur de terrain

Produire les sections FLS des propositions de projet en conformité avec les formats et les délais de financement des organismes et d'intégrer l'apprentissage et la preuve des projets en cours

Superviser la mise en œuvre des programmes / projets et veiller à ce que les rapports sont soumis

Veiller à ce que les systèmes de suivi et d'évaluation sont en place et que leurs résultats sont intégrés pour garantir l'amélioration des projets

Valider les étapes touchées, les méthodologies des projets et les parties de FLS des rapports internes et des rapports aux agences, ainsi que les modifications du financement à des projets, avec des contributions par les équipes

Garantir la qualité et la rentabilité des projets

Être responsable de la conformité technique des programmes avec les règles internationales,

les orientations et les normes techniques et les documents-cadres de l'ACF et les travaux techniques

Assurer un suivi spécifique ACF, les normes et les normes nationales et internationales de qualité technique sont respectés

Promouvoir les évaluations internes et externes des projets, conformément à la politique d'évaluation de l'ACF

Assurer la participation active d'ACF dans la coordination sectorielle nationale et des forums techniques et de développer des partenariats sectoriels

Représenter ACF dans la coordination sectorielle au niveau national et sous-national et avec les autorités techniques

Être responsable de la contribution de l'ACF aux différents plans d'action dans le secteur de la FLS

Promouvoir les partenariats (société civile, les ONG, les autorités, le secteur privé, etc.) et le renforcement de leurs capacités

Gestion d'équipe

Être responsable de la gestion fonctionnelle et / ou hiérarchique du personnel de FLS

Évaluer la performance technique de toutes les équipes de FLS

Développer les compétences de FLS tout au long de la mission

Promouvoir la capitalisation, le développement technique et de la

La suite de la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

recherche au sein du Département de FLS

Capitaliser au sein du secteur de la FLS au niveau de la mission, la consolidation et la transmission au siège

Appliquer les nouvelles approches proposées par le Siège ou au niveau de la mission

Explorez les modalités des partenariats scientifiques et techniques (laboratoires, universités, secteur privé)

Ville : Arbil

Expériences / Formation du candidat

Vous êtes titulaire d'un diplôme de maîtrise en Agronomie, Agriculture, développement international ou d'autres domaines pertinents avec au moins 2 ans d'expérience sur le terrain avec les ONG dans les activités de sécurité alimentaire et au moins une mission à un niveau de coordination.

Langues parlées

Maîtrise de l'anglais est nécessaire et kurde / arabe serait un avantage

Qualité du candidat

Reconnu pour votre pédagogie, votre expérience de la gestion dans un contexte d'urgence, vous avez la possibilité de travailler et de négocier avec les donateurs / partenaires et avoir d'excellentes compétences en écriture (propositions) et la documentation.

Grande flexibilité et la mobilité dans la région du Kurdistan est nécessaire.

Fonctions : Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités : Agriculture, Environnement

Pays : Moyen Orient, Irak

Contrat CDD

Durée du contrat

12 mois, à partir de Janvier 2ème,

2017

Salaire / Indemnité

Salaire brut mensuel allant de 1805 € à 2305 € selon l'expérience pertinente

dépenses alimentaires et d'hygiène, per diem, les frais de transport, hébergement individuel ou collectif, l'assurance médicale

25 jours de congés annuels payés et 20 jours de repos et de récupération (R & R) par an

La provision spécifique est accordée pour ce poste

Postuler en ligne : <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2279/A-Food-Security-and-Livelihoods-Coordinator>

Date de fin de validité 25/11



Avis de recrutement

Poste : Protection des femmes et l'autonomisation directeur du programme

Description

Portée:

Avec son siège à Kinshasa et les bureaux de terrain dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et du Katanga, l'IRC est l'un des plus grands acteurs humanitaires en République démocratique du Congo (RDC). L'IRC a pour but de sauver des vies, de renforcer les institutions congolaises et de renforcer la cohésion sociale

par le biais des programmes soigneusement conçus et professionnellement mis en œuvre. L'IRC travaille en RDC depuis 1996, exploite actuellement dans les zones de programmation de cinq de base - soins de santé primaires, la reconstruction axée sur la communauté et la gouvernance locale, l'autonomisation des femmes et la prévention et l'atténuation de la violence fondée sur le genre (VBG), l'éducation, et la préparation aux situations d'urgence. Ces programmes reflètent les principes de renforcement des capacités de guidage de l'IRC; participation;

Partenariat; la protection et la promotion des droits de l'homme; et la programmation holistique.

Le CEI cherche actuellement un directeur de programme pour diriger sa protection et de l'autonomisation des femmes (WPE) Programme en RDC. En collaboration avec le dans le pays conseiller du programme, le directeur du programme WPE est chargé de veiller à ce que le programme IRC WPE, quelle que soit la source de financement, est mis en œuvre conformément aux plans de travail, les cadres logiques, des accords de coopération, les

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16

règlements des donateurs et des politiques de l'IRC. S / il veillera à ce que le programme offre un travail de haute qualité et des résultats solides. Le directeur du programme WPE représentera IRC WPE à tous les intervenants clés internes et externes, les responsables gouvernementaux et les donateurs, dirigera le programme de plaidoyer et travaillera en étroite collaboration avec les donateurs et les praticiens à fournir des mises à jour du projet, discuter des stratégies, des obstacles, des plans de performance, et les progrès d'ensemble. Cette position relève du sous-directeur régional des programmes IRC en RDC.

Programme WPE:

Depuis 2002, le CEI a répondu aux VBG dans les Kivus, avec des bases à Bukavu et à Goma. Le programme de WPE de l'IRC en RDC est reconnu par d'autres acteurs comme une agence internationale de premier plan sur les questions liées à la violence contre les femmes et les filles. Le programme de WPE vise à accroître l'autonomisation sociale, politique et économique des femmes et des filles, et de prévenir et répondre à la violence contre les femmes et les filles. L'IRC travaille avec les ONG locales, les organisations communautaires de femmes, et les établissements de santé à renforcer leur capacité à fournir des services spécialisés de qualité aux survivantes de VBG et pour mener à bien l'approche communautaire et le plaidoyer et l'autonomisation des femmes socialement et économiquement au sein de leurs communautés.

Le programme vise à: 1) améliorer l'accès des survivants et la qualité de santé essentiels, psychosocial, et

les services juridiques; 2) améliorer le soutien communautaire aux femmes et aux filles touchées par la violence; 3) améliorer les femmes et l'accès des filles aux opportunités sociales et économiques; et 4) promouvoir la protection des femmes et des filles à travers l'application et le respect des politiques et des normes internationales. Depuis 2012, le programme IRC WPE a également conduit des interventions d'urgence GBV avec des équipes dédiées au Nord et au Sud-Kivu.

WPE Directeur du programme Responsabilités:

* Assurer le leadership et la direction, définir et mettre en œuvre des activités pour atteindre la plus grande couverture et l'impact possible;

* Diriger des plans de travail stratégiques avec des objectifs clairs et des critères de réussite, à long terme et à court terme les priorités, les plans de mise en œuvre, les projections financières et des outils d'évaluation;

* Le plomb et de travailler avec une équipe diversifiée de coordonnateurs et conseillers nationaux et internationaux et le personnel sur le terrain et la coordination avec d'autres secteurs et départements du programme IRC;

* plomb toutes les initiatives de recherche et d'apprentissage formel en RDC, d'assurer la cohérence avec la programmation WPE en RDC; le soutien à la recherche, le suivi et coordonnateur de l'évaluation de la communication avec des partenaires universitaires et la diffusion des résultats de recherche en RDC;

* Superviser la qualité du programme WPE par la planification, le suivi et l'évaluation des activités du projet, y compris des évaluations indépendantes de la programmation WPE en RDC;

* plomb nouvelle proposition le développement et la conception de programmes et d'identifier de nouvelles possibilités de financement et de développement des affaires pour le programme WPE RDC;

* identifier les besoins d'assistance technique et de travailler avec le conseiller du programme en RDC et technique Unité à New York pour veiller à ce que le soutien approprié est fourni;

* Gérer les relations extérieures en représentant le projet et l'organisation et d'assurer la diffusion d'informations sur les réalisations du projet et les leçons apprises;

* Définir les stratégies et les activités du programme de plaidoyer de plomb et de participer à des mécanismes de coordination;

* Superviser la conformité financière et des subventions pour assurer la meilleure utilisation des ressources par budgets sonores, le suivi des dépenses du projet, et d'assurer la présentation en temps opportun des rapports financiers et narratifs aux donateurs;

* Représenter l'IRC aux donateurs et aux enquêtes adresse des donateurs, conformément aux accords pour au moins trois subventions majeures;

* Forge et maintenir une solide coopération avec les organisations partenaires et des représentants du gouvernement; gérer les sous-

La suite à la page 18.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17..

accords avec des partenaires le cas échéant;

* Superviser le conseiller du programme et de la recherche, du suivi et de l'évaluation
Coordonnateur.

Obligatoire:

* Master en santé publique, travail social, politique publique ou domaine connexe;

* Minimum de dix ans d'expérience en gestion à l'étranger dans des projets liés aux droits des femmes, la violence fondée sur le sexe, l'égalité des sexes et / ou l'autonomisation des femmes; le

leadership * Proven et stratégique capacités de planification;

* expérience dans la gestion de grandes équipes et de travailler en tandem avec les partenaires locaux et internationaux;

* expérience confirmée la gestion des budgets multi-subvention de plus de 4 millions US \$;

* solides compétences en communication interpersonnelle;

* Proven jugement sain et des qualités de prise de décision ;

* l'écriture efficace et persuasive et parler en public;

* Maîtrise de l'anglais et le français.

Voulu:

* Expérience dans les domaines de la protection, la protection des enfants, droits de l'homme, d'intervention d'urgence et de préparation ou autre domaine connexe;

* Expérience de travail en RDC.

Sécurité et du Logement:

Le directeur du programme WPE sera basé à Kinshasa avec les voyages réguliers vers le Sud et le Nord-Kivu. Kinshasa est la capitale de la RDC et a une population d'environ 10 millions de personnes. La ville est généralement calme et relativement sûr. Comme toute grande ville dans un pays en développement, le crime et le vol sont communs. La position est entièrement accompagnée; le directeur du programme WPE sera logé dans un logement individuel.

IRC est un employeur d'égalité des chances. IRC considère tous les candidats sur la base du mérite, sans égard à la race, le sexe, la couleur, l'origine nationale, la religion, l'orientation sexuelle, l'âge, l'état matrimonial, le statut de vétéran ou d'un handicap.

ressortissants congolais sont encouragés à appliquer.

L'IRC en RDC:

Avec son siège à Kinshasa et des bureaux de terrain dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et du Katanga, l'IRC est l'un des plus grands acteurs humanitaires en République démocratique du Congo (RDC). L'IRC a pour but de sauver des vies, de renforcer les institutions congolaises et à renforcer la cohésion sociale par le biais des programmes bien conçus et mis en œuvre par des professionnels. L'IRC travaille en RDC depuis 1996 et opère actuellement dans les domaines santé primaires, de reconstruction mené par la communauté et de la gouvernance locale, l'autonomisation des femmes et de la prévention et d'atténuation de la violence fondée sur le sexe, l'éducation, et de préparation en

cas d'urgence et réponse. Ces programmes reflètent les principes de renforcement des capacités de guidage de l'IRC; la participation; partenariat; la protection et la promotion des droits de l'homme; et la approche holistique.

IRC cherche un directeur ou une directrice de programme pour diriger la protection et l'autonomisation Programme de ses femmes (WPE) en RDC. Ensemble avec l'équipe de l'IRC en RDC, le directeur du programme est responsable d'assurer que le programme IRC WPE suit les politiques de l'organisation, les procédures et les priorités stratégiques et est mis en œuvre conformément aux plans de travail, les cadres logiques, des accords de coopération, les règlements de donateurs et les politiques financières et d'achat. Le directeur/directrice veillera à ce que le programme offre un travail de haute qualité et des résultats. Le directeur du programme représentera le programme IRC WPE avec tous les intervenants clés internes et externes, les responsables gouvernementaux et les donateurs. Le directeur dirigera le programme de plaidoyer et travaillera en étroite collaboration avec les donateurs et les praticiens à fournir des mises à jour du projet, discuter des stratégies, des obstacles, des plans de performance, et les progrès d'ensemble. Le directeur sera géré par le directeur régional adjoint des programmes de l'IRC en RDC.

Le Programme WPE:

Depuis 2002, l'IRC a répondu à la violence sexiste dans les Kivus, avec des bases à Bukavu et à Goma. L'IRC en RDC est reconnu par d'autres acteurs comme organisme chef

La suite à la page 19.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 22.

de file sur les questions liées à la violence fondée sur le sexe. Le programme de WPE vise à accroître l'autonomisation sociale, politique et économique des femmes et des filles, et de prévenir et répondre à la violence sexiste. L'IRC travaille avec des ONG locales, les organisations communautaires et les établissements de santé à renforcer leur capacité à fournir des services spécialisés de qualité aux victimes de violence fondée sur le sexe, pour mener à bien la sensibilisation de la communauté et de plaider et de l'autonomisation des femmes socialement et économiquement au sein de leurs communautés.

Le programme vise à:

1) Améliorer l'accès des survivants et la qualité de santé essentiels, psychosocial et les services juridiques; 2) Améliorer le soutien communautaire aux femmes et aux filles touchées par la violence; 3) Améliorer les femmes et l'accès des filles à des opportunités sociales et économiques; et 4) Promouvoir la protection des femmes et des filles à travers l'application et le respect des politiques et des normes internationales. Le programme IRC WPE a conduit GBV programmation d'intervention d'urgence grâce à des équipes mobiles d'intervention rapide dans le Nord et Sud-Kivu depuis 2012 et au Katanga depuis 2014.

WPE Directeur du programme Responsabilités:

* Assurer le leadership et la direction, de superviser la mise en œuvre du programme pour assurer que la plus grande couverture et l'impact sont atteints;

* L'élaboration du programme de plomb avec des objectifs clairs et

des critères de réalisation, à long terme et à court terme les priorités, les plans de mise en œuvre, les projections financières et des outils de suivi de l'évaluation;

* Plomb et de travailler avec une équipe diversifiée de coordonnateurs et conseillers nationaux et internationaux et le personnel sur le terrain; coordination avec d'autres secteurs et ministères chargés des programmes de l'IRC;

* Plomb toutes les initiatives de recherche et d'apprentissage formels en RDC, assurer la cohérence avec la programmation WPE en RDC, et la communication de plomb avec des partenaires universitaires et la diffusion des résultats de la recherche en RDC;

* Superviser WPE la qualité du programme par la planification, le suivi et l'évaluation des activités du projet, et de conduire le développement de nouveaux proposition et conception du programme;

* Travailler en étroite collaboration avec le coordonnateur d'action régionale de mesure pour améliorer la surveillance du programme et pour générer des données pour améliorer la qualité du programme et influencer les politiques.

* Identifier les besoins d'assistance technique et de travailler avec le conseiller de programme et d'autres membres de l'équipe WPE en RDC et technique Unité à New York pour faire en sorte que le soutien approprié est sécurisé et disponible;

* Gérer les relations extérieures en représentant le projet et l'IRC et d'assurer la diffusion d'informations sur les réalisations du projet et les leçons apprises;

* Définir les stratégies et les activités du programme de sensibilisation de plomb, et de participer à des mécanismes de coordination;

* Travailler en étroite collaboration avec le Directeur adjoint des subventions et soutien des programmes, et de superviser la conformité financière et des subventions en garantissant la meilleure utilisation des ressources avec des budgets sains, le suivi des dépenses du projet, et d'assurer la soumission en temps opportun des rapports financiers et narratifs aux bailleurs de fonds;

* Représenter IRC avec les donateurs et les enquêtes adresse des donateurs, conformément aux accords de coopération; et

* établir et maintenir une solide coopération avec des organisations partenaires et des responsables gouvernementaux; gérer les partenaires sous-accord le cas échéant.

Requis:

* une maîtrise en santé publique, le travail social, politique publique ou dans un domaine connexe;

* minimum de huit ans d'expérience de gestion internationale dans des projets liés aux droits des femmes, la violence fondée sur le sexe, l'égalité des sexes et / ou l'autonomisation des femmes;

* éprouvées en leadership et en planification stratégique des capacités;

* Expérience dans la gestion de grandes équipes et de travailler en tandem avec les partenaires locaux et internationaux;

* Expérience confirmée de gérer les

La suite à la page 20



JOBS CAMPUS

La suite de la page 19.

budgets multi-subvention de plus de 4 millions US\$;

* Excellentes aptitudes de communication interpersonnelle;

* éprouvée jugement et les compétences décisionnelles;

* efficace et l'écriture persuasive et parler en public; et

* La maîtrise de l'anglais parlé et écrit et en français.

* Désiré:

* Une expérience préalable dans le domaine de la protection, la protection des enfants, droits de l'homme, et préparation des interventions, ou autre domaine connexe;

* Une expérience de travail en RDC.

Sécurité et du Logement:

Le directeur du programme sera basé à Kinshasa avec Voyage régulière au Sud-Kivu, le Nord-Kivu, du Katanga et les provinces. Kinshasa est la capitale de la RDC et a une population d'environ 10 millions de personnes. La ville est généralement calme. Comme dans toute grande ville d'un pays en développement,

la criminalité et le vol sont fréquents. La position est accompagnée; le directeur du programme WPE sera logé dans un logement individuel.

IRC est un employeur d'égalité des chances. IRC considère tous les candidats sur la base du mérite, sans égard à la race, le sexe, la couleur, l'origine nationale, la religion, l'orientation sexuelle, l'âge, l'état matrimonial, le statut de vétéran ou d'invalidité

Ville : Kinshasa

Fonctions : Autre, Coordination, Gestion de projet, Organisation, Administration

Activités : Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Santé

Pays : Afrique, Congo-Brazzaville

Contrat CDD

Salaire / Indemnité

Négociable

Postuler en ligne : <http://www.aplitrak.com/?adid=a2F0cmluYW1p bGxlc i40MzYwNS42MTc3QGlyYy5hc GxpdHJhay5jb20>

Date de fin de validité
06/01/2017



Avis de recrutement

Poste : France – STAGE : Assistant(e) Support : Gestion Administrative, Financière et Logistique Desk RDC, Kenya et Somalie

Description

SOLIDARITES INTERNATIONALE (SI) est une association d'aide humanitaire internationale qui, depuis plus de 35 ans, porte secours aux populations victimes de conflits armés et de catastrophes naturelles en répondant aux besoins vitaux, boire, manger, s'abriter. Particulièrement engagée dans le combat contre les maladies liées à l'eau insalubre, première cause de mortalité au monde, SI met en œuvre par ses interventions une expertise dans le domaine de l'accès à l'eau potable, l'assainissement et la promotion de l'hygiène mais également dans celui, essentiel, de la sécurité alimentaire et moyen d'existence. Présentes dans

une vingtaine de pays environ, les équipes de SI – 2000 personnes au total composées d'expatriés, de staffs nationaux, de permanents au siège, de quelques bénévoles...- interviennent avec professionnalisme et engagement dans le respect des cultures.

Descriptif du Poste:

Chaque assistant(e) sera rattaché(e) au gestionnaire finance et au logisticien responsable des achats pour les missions, avec une répartition de temps d'environ 70% pour les tâches de gestion financière/comptabilité et 30% pour celles liées à la logistique:

Sous la supervision du gestionnaire finance et du logisticien achats missions, l'assistant(e) :

Comptabilité

Assiste le gestionnaire finance dans

ses tâches comptables inhérentes aux missions

Vérifie les affectations analytiques et comptables des comptabilités des différentes missions

Vérifie les tableaux d'affectation des dépenses entre les différents bailleurs de fonds

Appuie le coordinateur administratif et financier pour :- L'imputation analytique des factures payées par le siège pour le compte du terrain – L'imputation analytique des salaires/indemnités, assurances, billets d'avion, notes de frais pour les expatriés

Participe au suivi des fonds propres et des coûts desk

Soutient la clôture annuelle comptable et/ou la clôture analytique semestrielle des missions

La suite à la page 21.



La suite de la page 20.

Utilise des logiciels comptables SAGA (Mission) et TOTEM (Siège)

Gestion

Soutient le terrain : gère au quotidien les besoins des administrateurs terrain

Participe à la vérification des suivis budgétaires des missions

Participe à la validation des budgets des propositions d'opérations soumis aux bailleurs de fonds

Participe à la validation des rapports financiers intermédiaires et finaux des programmes (document financier et partie narrative budgétaire) à soumettre aux bailleurs

Soutient à la préparation des audits financiers

Participe à la validation des prévisionnels de trésorerie

Participe aux différents chantiers en cours

Participe aux réunions hebdomadaires et mensuelles (Desk, Comptabilité, Logistique, Siège...)

Assure l'intérim lors de l'absence du gestionnaire finance

Logistique

Examine les documents pour les dossiers d'achats réalisés sur le terrain ou au siège (bon de commande, cotations, analyse de cotations, contrat, ...) et leur adéquation avec les procédures de Solidarités International

Archive les dossiers traités en version informatique et papier.

Participe à la constitution des documents logistiques des rapports finaux pour les bailleurs de fonds (vérification de la présence des équipements dans l'état de parc, préparation des annexes équipements, vérification de la conformité avec les procédures bailleurs, etc.).

Participe au traitement du Pack logistique mensuel (état de parc, suivi

carburant, suivi BCI, etc.).

Apports du stage :

Découvrir le fonctionnement du siège d'une ONG ainsi que les relations entre le siège et le terrain.

Découvrir les différents métiers de Solidarités International sur le terrain.

Avoir une première approche du fonctionnement d'une mission et des contraintes spécifiques.

Connaître le fonctionnement administratif, financier et logistique d'une mission Solidarités International, en vue de partir en tant qu'administrateur ou logisticien sur le terrain.

Connaître les exigences des bailleurs de fonds.

Perfectionnement d'Excel et maîtrise des logiciels Saga et Totem.

Etre en contact direct avec le terrain via les expatriés.

Profil :

Niveau Bac + 4/5 avec une composante en gestion (Master, Ecoles de Commerce) et de préférence une sensibilisation à l'international et l'humanitaire

Maîtrise des logiciels bureautiques les plus courants, bonne connaissance d'Excel

Bonne maîtrise de l'anglais

Autonomie et rigueur

Capacité de travail en équipe

CONTEXTE

Les tâches à effectuer sont transversales et nécessitent donc autonomie, rigueur et polyvalence. Une connaissance, ou du moins un souhait de comprendre le milieu humanitaire et ses contraintes est indispensable.

Les tâches décrites dans cette annonce sont susceptibles d'évoluer en fonction des chantiers en cours au siège et en

fonction des besoins.

SOLIDARITES INTERNATIONAL s'engage à offrir au stagiaire une variété de tâches ainsi qu'une formation interne de préparation au départ lui permettant de renforcer utilement sa formation/son expérience en vue d'un engagement humanitaire futur. Ce stage constitue une opportunité de comprendre en profondeur le fonctionnement d'une ONG humanitaire, ses contraintes et les différentes approches.

Durée:

6 mois avec un démarrage en octobre 2016.

Les entretiens et les tests techniques se feront au siège à Clichy en septembre.

Statut:

Stagiaire avec convention de stage OBLIGATOIRE. Gratification légale de 554.40 € pour 154 heures de présence (pour 22 jours de 7 heures/jour).

Transport en commun pris en charge à 50% par SOLIDARITES INTERNATIONAL

Tickets restaurant à 7 € / jour effectif de stage, avec participation de SOLIDARITES INTERNATIONAL à 60 %.

Contact:

Adressez vos candidatures (CV+LM) par e-mail : JSand@solidarites.org

Fonctions Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Organisation, Administration, Technicien spécialiste

Activités : Autre, Economie, Finance, Administration, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines

Pays : Europe, France

Contrat Stage

Email de la personne contact JSand@solidarites.org

Date de fin de validité : 30/11/2016



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

05 11 2016 AU 12 11 2016 Groupe 3

AVE MARIA	22625479888	NAAB RAGA	22625300627
BALKUY	22625375136	NAABA KOOM	22625357046
BARAKA	22625330272	NAGRIN	22625469048
BELLE VILLE	22670517186	NAZANI	22625366510
CATHEDRALE	22625312807	NINRWA	22625418038
CHARIS	22625479878	NOOM WENDE	22625503117
CONCORDE	22625312949	PISSY	22625431335
COURA	22625388390	POSTE	22625318424
DJIMBIA	22625362051	SACRE CŒUR	22625346060
ECOLE	22625315232	SAINT LAZARE	22625368648
FRATERNITE	22625364800	SAINTE VITALITE	22668918704
GALIAM	22625352844	SAVANE	22625311348
HOSANA	22625412648	TAOKO	22625366927
JEUNESSE	22625343504	TERANGA	22625360970
KAMIN	22625343028	WEND DENDA	22625310964
KILWIN	22625508462	YENNENGA	22625370337
LA SAINTE TRINITE	22625412646	ZONE1	22625481513/53
MARIAMA	22625300576		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Po0da
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com /Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : iscforum



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de
2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017 pour la Recherche Scientifique en Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantenaire du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fond Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT

Le « Prix CSRS - Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/s tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra :

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants :

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de :

Président :

Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :

Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAÏ DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@frij.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR ci-dessus

CSRS
Conseil de Fondation
Centre Suisse de Recherches
Scientifiques en Côte d'Ivoire

